

Le texte suivant est tiré de *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée* (Paris, UNESCO : Bureau international d'éducation), vol. XXIV, n° 3/4, 1994 (91/92) p. 733-749.

©UNESCO : Bureau international d'éducation, 2000

Ce document peut être reproduit librement, à condition d'en mentionner la source.

JOSÉ PEDRO VARELA

(1845-1879)

Marta Demarchi et Hugo Rodríguez¹

Au commencement était la démocratie

En 1830, la République orientale de l'Uruguay se dota de sa première Constitution de pays indépendant. Se succédèrent ensuite trois présidences constitutionnelles, en dépit des troubles que les pouvoirs publics durent affronter. Ces présidences instables furent suivies de 11 années de guerre.

Vers 1830, le pays ne comptait que 74.000 habitants. En 1852, après ces onze années de guerre, le premier recensement national en dénombra près de 132.000. D'une manière générale, les campagnes étaient dépeuplées du fait d'un grand courant migratoire vers le Brésil et l'Argentine. Les étrangers formaient un peu plus du cinquième de la population. Lors du recensement de 1860, le pays comptait 221.248 habitants dont 35 % d'étrangers. A noter qu'à Montevideo, près de la moitié de la population était étrangère (48 %).

L'immigration a joué un rôle majeur dans la formation de la pensée politique et sociale de l'Uruguay, non seulement sur le plan démographique mais aussi par l'apport d'idées, de coutumes et de visions du monde nouvelles. Cela se révélera particulièrement sensible dans ce que l'on appellera plus tard la question religieuse.

Les aspirations personnelles des caudillos, d'abord, l'action des partis politiques dirigés par eux et leurs affrontements, ensuite, provoquèrent de longues périodes de troubles et de désordres. L'instabilité institutionnelle s'accompagna bien entendu d'un développement économique ralenti, voire d'un appauvrissement.

Pendant ces périodes de chaos qui se succédaient par intermittences, les puissances européennes suivaient avec beaucoup d'attention l'évolution des événements ; la minorité instruite, pour sa part, s'europeanisait progressivement.

L'Uruguay possédait alors un ensemble d'institutions calquées sur les meilleurs modèles produits par la pensée politique de l'époque. Mais les pratiques sociales ne suivaient pas ces modèles. Notre République ne comptait pas de républicains qui la rendissent crédible. Dans ces conditions, assurer la modernisation du pays était impossible. C'est la situation à laquelle se trouvera confronté José Pedro Varela quand il se donnera pour tâche de construire un système d'enseignement public. C'est précisément sur la base de l'éducation populaire qu'il sera possible de faire vivre la démocratie proclamée par la Constitution :

"Sous un régime despotique, les facultés humaines sont mutilées et paralysées ; sous la république, elles croissent intensément et se manifestent avec une impétuosité irrésistible [...] Aussi l'ignorance du peuple, sous un régime despotique, sera-t-elle une cause de malheur, d'anéantissement et d'impuissance, mais non un danger ; tandis que sous un régime républicain, elle est une menace constante et un danger imminent [...] L'ignorance sous le despotisme produit cet ordre malade qu'Alfieri appelle une vie sans âme ; sous la république, elle foment et engendre les émeutes, les tumultes, les révoltes répétées, la violation des lois, le gauchissement des institutions, [...] le chaos se dissimulant sous l'appellation et l'apparence d'institutions libres."

Et Varela ajoute plus loin :

« La démocratie républicaine suppose que le peuple ait les aptitudes nécessaires pour se gouverner lui-même [...] Le suffrage universel suppose la conscience universelle, et la conscience universelle suppose et exige l'éducation universelle. Sans cette dernière, la république disparaît, la démocratie devient impossible ...²»

Un homme de son temps

On ne peut faire comprendre l'importance exacte de Varela à l'aide des données qu'utilisent généralement les biographes. A procéder de la sorte, nous présenterions un fils de commerçant, commerçant lui-même, poète dans sa jeunesse, journaliste devenu politicien, et réformateur de l'enseignement grâce à la chance qu'il eut de rencontrer certaines personnalités de l'époque (Sarmiento, Horacio Mann, Victor Hugo). C'est par d'autres voies qu'il faut tenter de saisir la formation intellectuelle et la trajectoire personnelle de Varela.

Il naît le 19 mars 1845 dans la ville assiégée de Montevideo, pendant la "grande guerre". Celle-ci est à certains égards une guerre civile qui oppose des Uruguayens à d'autres Uruguayens, des assiégés à des assiégeants. Mais elle est aussi bien davantage : un conflit régional auquel participent les pays voisins, leurs gouvernements et leurs armées. Qui plus est, des grandes puissances européennes s'en mêlent. C'est donc, à d'autres égards, une guerre franco-britannique, et les centres politiques européens décident à un certain moment la participation directe de Garibaldi, qui jouera plus tard un rôle de premier plan dans l'unité italienne. Plus qu'à aucun autre moment, sans doute, de son histoire, l'Uruguay est au centre des préoccupations internationales.

Ajoutons à cela que les émigrés argentins — éminents représentants du mouvement intellectuel de leur pays, poursuivis par le régime de Juan Manuel de Rosas — trouvent refuge dans la ville assiégée. Au-delà de l'affrontement armé, la "grande guerre" est une source féconde de débats idéologiques.

Dans ce climat, la famille de Varela est du côté des défenseurs, des assiégés. Le père de Varela, en pleine guerre, traduit un ouvrage français sur l'enseignement général de la langue maternelle. Ces éléments nous semblent révélateurs de l'atmosphère sociale et familiale, chargée de préoccupations politiques et culturelles, dans laquelle Varela est élevé.

En 1865, il commence à publier dans la *Revista Literaria* une série d'articles polémiques sur la religion. La même année et dans la même revue, il publie un article sur les gauchos où apparaît déjà l'influence de Sarmiento, qu'il reconnaîtra expressément plus tard. Adoptant une approche de type sociologique, il analyse une des causes — mais non la seule — de notre stagnation morale et matérielle :

« Nous n'avons pas besoin de populations extrêmement nombreuses ; ce dont nous avons besoin, c'est de populations instruites. Le jour où nos gauchos sauront lire et écrire, où ils sauront penser, il n'y aura peut-être plus de convulsions politiques. C'est en éduquant le peuple que nous parviendrons à la paix, au progrès et à la disparition des gauchos. L'habitant de la campagne que l'oisiveté abêtit aujourd'hui, ennobli par le travail, transformerait alors son cheval, élément de sauvagerie de nos jours, en un facteur de progrès et tracerait avec son aide le sillon qui rendra productive une terre stérile jusqu'à maintenant, et les immenses richesses nationales, exploitées par le peuple travailleur et instruit, formeraient l'immense pyramide du progrès matériel. L'instruction du peuple est la véritable locomotive du progrès³»

A en juger par ce seul texte, Varela apparaît comme un ennemi des révolutions. Sans doute l'était-il d'une certaine manière. Il était opposé aux soulèvements barbares où les *caudillos* utilisaient à leur profit l'adhésion aveugle des gens. Mais il est bon de rappeler que cette même année et dans la même revue, il associait le progrès aux révolutions véritables :

« Les luttes de la pensée, luttes lentes mais tenaces qui se déroulent au milieu d'une paix et d'une tranquillité apparentes, conquièrent le monde moral ; mais il vient un jour où les idées nouvelles bouillonnent dans toutes les têtes, cherchent à faire pièce aux erreurs et aux crimes du passé. C'est alors que la résistance d'autrefois engendre la révolution, mais ce n'est pas cette dernière qu'il faut rendre responsable du sang et des sacrifices qu'elle coûte aux gens ; les responsables, ce sont le despotisme et le crime qui cherchent à arrêter le courant civilisateur du progrès⁴ »

La *Revista Literaria* qui a en Varela l'un de ses collaborateurs les plus importants, cesse de paraître en mai 1866. Un peu plus tôt, en décembre 1865, il a présenté sa démission, le directeur ayant supprimé quelques paragraphes d'un de ses articles. Le départ de Varela marque virtuellement la disparition de la revue. Il atteste par son geste son adhésion sans faille au principe de la liberté de la presse.

Pendant, Varela ne tarde pas à reprendre son activité d'homme public. En 1866, il collabore au journal *El Siglo* [Le siècle] et prend position dans la polémique qui entoure l'œuvre et la vie du Chilien Francisco Bilbao, grand penseur chilien dont l'influence fut décisive dans sa formation philosophique. Les idées rationalistes de Varela se forment dans ce moule, et c'est précisément à travers Bilbao qu'il subit l'influence des penseurs rationalistes chrétiens — Lamennais, Michelet, Quinet et Renan, qui sont les sources françaises de la pensée rationaliste de Varela. Dans le premier de ses articles, "Francisco Bilbao et le catholicisme", il oppose le discours et la vie de Bilbao aux pratiques intolérantes du cléricalisme catholique :

« "Les ennemis des idées nouvelles, les représentants d'un triste passé, qui veulent néanmoins s'approprier tous les progrès du monde, se complaisent à frapper, l'un après l'autre, tous les hommes qui ont lutté ou qui luttent pour briser quelques maillons de l'abominable chaîne des préjugés [...]. La doctrine catholique est mauvaise, funeste, mais le prêtre catholique qui se sacrifie pour elle et meurt pour elle est noble et digne d'estime et de respect. Voilà la doctrine rationaliste, et voilà ce que nous demanderions au catholicisme si le cercle mesquin des croyances catholiques laissait à ses adeptes la possibilité de comprendre la grandeur de la tolérance."⁵ »

Dans son deuxième article intitulé "L'Église catholique et la société moderne", Varela affirme notamment :

« L'idéal moderne est la démocratie. Le royaume des cieux est descendu sur terre. Un Dieu qui, tel Jupiter, reste immobile sur son trône sans que les douleurs et les joies des hommes parviennent à l'émouvoir ne suffit plus à l'activité humaine. Il nous faut un Dieu qui s'incarne dans chaque homme, qui vive et qui palpète avec le cœur du peuple. Non pas un Dieu de mort mais un Dieu de vie [...]. Ne professons aucun culte, mais ayons la religion de l'avenir, le regard fixé sur l'étoile de la justice qui nous éclaire ; avançons sans cesse en préparant l'instauration d'une démocratie où le peuple devenu prêtre et roi aura pour guide et pour Dieu la liberté."⁶ »

Au terme de cette période de consolidation rationaliste métaphysique se profile déjà clairement, à côté de la critique du catholicisme, l'intérêt qu'il porte au peuple et à son éducation, à la démocratie et à la liberté dans tous les domaines.

En 1867, à la faveur de l'expérience qu'il acquiert au cours de son voyage aux États-Unis d'Amérique via l'Europe, Varela ajoute de nouveaux éléments à sa formation philosophique. Durant son voyage, il écrit des chroniques pour le quotidien *El Siglo*. L'un des événements saillants de l'étape européenne de son voyage est son entrevue avec Victor Hugo, arrivé douze ans plus tôt à l'île de Guernesey comme exilé politique. Varela relate ainsi leur dialogue :

- Quel est l'état actuel de votre pays ?
- Il n'est pas très bon, Monsieur.
- Mais vous avez la liberté de la presse ?
- Totale !
- Vous avez un Parlement ?
- Aux termes de notre Constitution, nous en avons un ; mais aujourd'hui, sous prétexte que nous sommes en guerre avec le Paraguay, le pouvoir en place n'a pas encore formé les institutions du pays."

Le dialogue se poursuit et Varela rend compte des divisions entre partis politiques : "Les guerres mettent aux prises des partis bien plus que des nations", ce qui, selon Varela, s'explique par le désir d'imiter la France. Et il ajoute :

« Nous sommes une caricature de la France". Réponse de Victor Hugo : "Non, vous êtes une caricature de la France quand vous suivez ses mauvais exemples ; mais vous êtes ses enfants préférés, ses hérauts dans la jeune Amérique, quand vous perpétuez l'esprit de la révolution ...⁷»

De son voyage aux États-Unis d'Amérique nous avons retenu son sentiment concernant l'éducation nord-américaine et le règne de la démocratie dans ce pays : " [...] n'importe qui peut prétendre à la présidence et aspirer à diriger la destinée de son pays ; les citoyens doivent savoir non pas lire et écrire, mais (ce n'est pas la même chose) penser :

« L'idée généralement admise parmi les penseurs français qui s'occupent d'éducation populaire est que celle-ci présente de grands avantages parce que l'ouvrier intelligent produit plus que l'ignorant. A capacité accrue, bénéfice accru [...] Aux États-Unis, le but est d'exploiter toutes les richesses de la mine [...] C'est pourquoi, enfants, les Américains vont à l'école, adolescents au collège, jeunes gens, ils participent aux réunions politiques et au débat dans la presse et, adultes, ils s'intéressent aux élections et au Congrès. Il s'agit d'un travail et d'un apprentissage permanents qui permettent à l'homme de se réaliser à tout âge et dans quelque sphère qu'il se trouve⁸»

Varela semble nous parler d'un pays qui aurait déjà atteint l'idéal moderne de l'éducation permanente. Cependant , il nous livre, avec tout autant d'enthousiasme, son sentiment sur le système d'éducation populaire. Cette réalité correspond tout à fait aux conceptions rationalistes qu'il a fait siennes à travers la pensée de Francisco Bilbao.

"Il s'agit de donner vie à cette chose inerte que l'on appelle en Europe la masse populaire ; d'en faire un tout harmonieux qui pense par lui-même et agisse en connaissance de cause. Une fois que cette idée a fait son chemin, c'est-à-dire une fois que la liberté est reconnue comme étant le principe vital, le premier élément nécessaire pour opérer cette transformation est l'école. Dès les premiers temps de la colonie, à côté du temple où les libres penseurs discutaient de leurs convictions, s'élevait l'école où ils formaient la génération suivante [...]. Compte tenu des quantités considérables d'intelligence et d'argent qu'ils y consacrent (à l'école), on peut dire que l'éducation populaire est essentielle aux États-Unis.⁹"

On ne s'étonnera donc pas que la question des ressources destinées à l'éducation populaire, de son budget, occupe une place de premier plan dans la pensée de Varela.

Varela revient en Uruguay en août 1868, après être resté plus de six mois aux États-Unis. La facilité avec laquelle il établit des contacts, qui lui a permis de se familiariser avec la vie politique et sociale du pays et avec sa réalité éducative, et même d'y publier un livre de poèmes, est surprenante.

Mobilisation de la jeunesse autour du débat pédagogique

A peine arrivé, Varela commence à faire un travail de propagande et d'organisation autour des thèmes éducatifs. En septembre, il publie un article intitulé "Domingo Sarmiento et la véritable démagogie" où l'on peut lire ceci :

« Les écrivains sans conscience ne peuvent écrire que pour les peuples sans conscience. Aussi, faut-il dénoncer ce mal qui nous étouffe : l'ignorance. Le vrai remède est l'école. Elle enseigne le respect de la loi, la connaissance du droit, la vertu et l'honneur¹⁰. »

On peut dire que le départ de la campagne en faveur de l'éducation populaire est donné. Quelques jours plus tard, les jeunes universitaires fondent le *Club Universitario* [Club Universitaire]. C'est la première manifestation où commence à s'organiser la pensée universitaire, et elle bénéficie du soutien de la totalité des professeurs.

A cette occasion, Varela inscrit le thème de l'éducation dans le cadre plus vaste de la modernisation du pays. Il dit que ses idées ne sont pas originales, qu'elles ont triomphé trente ans auparavant aux États-Unis et quelque dix ans plus tôt dans la plupart des pays européens :

« Ce qui nous fait défaut, c'est à n'en pas douter l'éducation, mais une éducation qui pénètre dans toutes les classes sociales, qui éclaire la conscience obscurcie du peuple et prépare l'enfant à être un homme et l'homme à être un citoyen¹¹. La monarchie peut se maintenir avec des peuples ignorants, la république non. "Il faut, pour faire respecter la loi, que le peuple comprenne qu'elle est juste ; et pour qu'il le comprenne, il est indispensable qu'il soit instruit [...] La plupart de nos dispositions politiques sont à la hauteur des plus civilisées du monde. Pourquoi, dans ce cas, alors que nos lois sont bonnes, vivons-nous malgré tout dans le chaos ? Pourquoi les masses de notre population, ignorantes et arriérées, ne connaissent, ni ne comprennent, ni ne respectent la loi ? L'homme n'obéit volontairement qu'à ce qu'il croit juste¹². »

Varela, nous le verrons plus loin, élabore dans la pratique une pédagogie de l'égalité fondée sur de solides bases théoriques. Ce principe est déjà énoncé dans son discours : l'école publique, dit-il :

« a, dans les démocraties, l'immense avantage de rapprocher et d'unir les classes sociales. Pauvres ou riches, les enfants qui étudieront ensemble sur les mêmes bancs d'école n'auront pas de mépris ou d'antipathie les uns pour les autres¹³ »

Varela fait observer également qu'il s'adresse en l'occurrence à des personnes déjà convaincues, des représentants des couches cultivées de la population et que tout serait différent "si nous avions pu faire venir ici quelques véritables fils du peuple".

Il réclame le concours de tous Pour un problème qui touche toute la nation :

"Noble et grande idée qui, comme tout ce qui est véritablement populaire, exige le concours de tous les hommes sans distinction de religion ou de tendance politique..."

Mais son appel le plus enflammé s'adresse à la jeunesse : "C'est aux hommes jeunes que je m'adresse : c'est des jeunes que j'attends tout¹⁴". Le discours de Varela n'en reste pas là et la réunion universitaire se transforme spontanément en une assemblée qui élit une commission provisoire. Plus de 200 participants signent l'acte. La commission se met au travail. *El Siglo* organise une réunion où, déjà, les premières divergences se font jour. Pour certains, c'est une erreur de considérer l'école comme la panacée. La réplique de Varela paraît dans *El Siglo* :

"A mes yeux, l'enfant ne va pas à l'école pour apprendre, mais pour acquérir les moyens d'apprendre. L'école ne peut être un dépôt d'enfants. Eduquons le peuple, éduquons le gaucho, mais ne commençons pas par leur dire quelque chose qui n'est pas vrai en leur attribuant un amour de l'éducation que l'ignorance n'a ni ne peut avoir, puisqu'elle est stérile, stationnaire, orgueilleuse¹⁵."

Le premier Comité de direction est constitué ; il compte parmi ses membres de hauts fonctionnaires de l'État. A cette occasion, Varela expose de nouveau les buts et objectifs à atteindre :

"Il faut honorer le maître, développer et améliorer l'école, et pour cela, il faut que l'école ait une existence stable, continue, inébranlable ; que le maître et l'enfant, celui qui enseigne et celui qui apprend, aient une vie physique et morale protégée contre les aléas de notre politique. Il faut convaincre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Il faut convaincre les enfants d'y aller. Il faut faire en sorte que les adultes et les enfants, les générations du présent et les générations à venir bénissent l'éducation. La Société des amis (de l'éducation populaire) ne va pas fonder des écoles pour réunir des centaines d'enfants, mais glorifier le maître et l'école et les revêtir de dignité aux yeux de tous. Notre mission est une mission de paix¹⁶."

Le Secrétaire de la Société des amis de l'éducation populaire, le journaliste, le redoutable polémiste, a 23 ans. En même temps qu'il se bat pour l'éducation populaire, il défend la liberté et la démocratie et pose "la grande question des temps modernes", celle des droits de la femme. La société en général et les couches cultivées en particulier ne sont jamais en repos avec ce jeune agitateur.

Vers la fin de 1869, de nouveaux troubles ont lieu dans le pays. Quelques mois plus tard, Varela est arrêté, puis exilé.

En 1871, il fonde la revue *La Paz* qui sera suivie de *El Hijo de la Paz* — titres hautement symboliques. *La Paz* est enfin diffusée dans le pays en 1872. Varela n'était pas attiré par le militantisme au service d'un parti : il ne se chercha aucunement une destinée politique. Ce sont plutôt les événements qui vinrent à lui et qui l'obligèrent à s'engager. En 1875, il est candidat à la magistrature. Mais il a déjà d'autres réalisations à son actif : en 1874, il a publié son premier ouvrage pédagogique, *La Educación del Pueblo* [L'éducation populaire], qui témoigne clairement de préoccupation fondamentale. Pendant toutes ces années, la Société des amis de l'éducation populaire n'a pas cessé de travailler.

Le projet de Varela : une pédagogie de l'égalité

Pendant sa vie courte mais féconde, Varela écrivit deux ouvrages pédagogiques : *La Educación del Pueblo*, en 1874, et *La Legislación Escolar*, en 1876. Mais sa production est plus vaste : elle comprend des articles de journaux, des conférences et surtout ses Mémoires de directeur général de l'instruction publique et d'inspecteur national de l'éducation qu'il publie chaque année.

Comme tout bon projet pédagogique, celui de Varela est associé à un dessein politique et social : le souci premier de Varela est la démocratie. Il n'improvise pas, car il est convaincu que "l'éducation est une véritable science". Légiférer sans connaître les faits, c'est légiférer dans le vide. Aussi lui faut-il vérifier à quels besoins l'éducation doit répondre à son époque et dans son pays. Il est clair en effet que, bien qu'il n'occupe aucune charge publique, il cherche à influencer sur la législation éducative de son temps.

"[...]. Les lois sur l'éducation, nécessaires pour répondre aux exigences de notre époque, de nos institutions et de notre pays, devront : (1) attribuer à l'éducation des crédits spéciaux, afin de la mettre à l'abri des turbulences politiques et des crises financières ; (2) décentraliser l'administration pour stimuler l'intérêt et l'activité au niveau local, et assurer l'indépendance des autorités et de l'administration scolaires [...] ; (3) établir un système progressif comprenant les jardins d'enfants, les écoles primaires et secondaires, les écoles normales et, le cas échéant, les collèges et universités¹⁷."

Ces premières conditions laissent déjà transparaître les idées fondamentales de Varela concernant l'éducation populaire. Tout d'abord les ressources qui, précise-t-il, doivent être spécifiques ; l'agitation politique et les crises financières étaient les grands obstacles au développement national. Ensuite, la décentralisation comme moyen d'encourager la participation populaire. Ces deux idées ainsi formulées représentent un important critère d'autonomie de la gestion de l'éducation. Enfin, l'idée de système, sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Il énonce les principes de base sans lesquels l'enseignement ne peut remplir sa mission. En premier lieu, il doit être obligatoire :

"La liberté de l'homme, et surtout de l'homme en société, n'est pas illimitée [...]. La liberté de chacun a pour limite incontournable la liberté d'autrui [...]. Si l'État exige, pour l'exercice de la citoyenneté, certaines conditions qui ne peuvent être remplies qu'au moyen de l'éducation, le père qui prive son enfant de cette éducation commet une injustice que les pouvoirs publics doivent réprimer [...] au nom de la défense des droits de l'enfant qui lui sont déniés [...] au nom de la sauvegarde de la société qui est attaquée dans ses fondements [...]" (17)

Plus loin il répète :

"L'État exige que tous les citoyens possèdent certaines connaissances nécessaires à l'exercice de la citoyenneté et, pour répondre à cette exigence, il offre gratuitement à tous les moyens de s'instruire.¹⁹"

Il faut souligner ici le souci de démocratie qui inspire Varela. La Constitution de 1830 en vigueur à l'époque ne reconnaissait pas aux analphabètes le droit de voter. L'instruction était donc la condition indispensable à la participation civique. L'éducation est aussi perçue par Varela comme un élément de nivellement social. Elle doit être gratuite pour tous les enfants, sans distinction de classe ni de religion :

"Ceux qui se sont côtoyés naguère sur les bancs d'une école où ils étaient égaux, qu'ils fréquentaient en usant du même droit, s'habituent facilement à se considérer comme égaux [...] ainsi l'école gratuite est-elle l'instrument le plus puissant au service de la pratique de l'égalité démocratique.²⁰"

Mais cette pédagogie de l'égalité ne considère pas l'école gratuite de l'État comme une école pour les pauvres. C'était l'école de tous les enfants, et Varela demande à tous les parents, qu'ils soient riches ou démunis, d'envoyer leurs enfants dans les mêmes écoles :

"Pauvres ou riches, les enfants qui étudieront ensemble sur les mêmes bancs d'école n'auront pas de mépris ou d'antipathie les uns pour les autres²¹."

Selon les termes de la Constitution de l'époque, la religion catholique était la religion officielle de l'État. La liberté de culte était également reconnue. Avec de nombreux autres penseurs, Varela soutient que l'école laïque : "répond fidèlement au principe de la séparation de l'Église et de l'État²²."

La mission de l'école publique, ouverte aux enfants de toutes confessions, est d'ordre non pas religieux mais social. L'école laïque : "n'appartient exclusivement à aucune secte, et n'est pas non plus athée, puisque l'athéisme est lui aussi une doctrine religieuse.²³"

L'enseignement du dogme n'a pas sa place dans cette école égalitaire — d'abord parce que l'État n'étant pas une institution religieuse, il doit assurer le règne de la justice et non favoriser telle ou telle Église, et ensuite parce que l'école publique gratuite est soutenue par l'ensemble de la société qui comprend des adeptes de toutes les confessions :

"L'éducation dispensée et exigée par l'État n'a pas pour but de faire adhérer l'enfant à la communauté des fidèles de telle ou telle religion, mais de le préparer de manière satisfaisante à la vie de citoyen²⁴"

Cette conception de la laïcité qu'a Varela est profondément ancrée dans le rationalisme, et notamment dans la pensée de Bilbao. Elle est en outre renforcée à cette époque par un positivisme naissant dont Varela lui-même fut l'un des précurseurs.

Vers un système national d'éducation

Si ce système apparaît à l'état d'esquisse dans *La Educación del Pueblo*, les aspects touchant sa gestion, son administration et son organisation sont développés dans la *Legislación Escolar*. Dans cet ouvrage, on perçoit clairement l'influence du positivisme chez Varela : observer pour prévoir et prévoir pour pourvoir. L'ouvrage est envoyé avec une note au ministre. Or, celui-ci fait partie du gouvernement sur lequel s'appuie la dictature militaire du Colonel Lorenzo Latorre. Pour un démocrate convaincu ce n'est pas une mince contradiction, et Varela doit se justifier :

"La raison fondamentale qui m'a poussé à m'adresser à Votre Excellence est que, dès lors que l'on reconnaît la nécessité d'élaborer des lois qui organisent convenablement l'instruction publique dans notre pays, on ne peut,

me semble-t-il, espérer raisonnablement que ces lois soient votées par les futures assemblées, quelle qu'en soit la composition ; du moins si l'on juge de l'avenir immédiat par ce que le passé de la République nous enseigne²⁵"

L'ouvrage contenant le projet de loi sur l'éducation publique ne faisait pas suite à une commande d'une quelconque autorité ; c'était un travail élaboré spontanément et volontairement pour servir le pays. Le livre comporte trois parties. La première porte sur "Notre situation actuelle et ses causes" ; la deuxième énonce "Les principes généraux" ; et la troisième traite de "L'application des principes". C'est dans cette dernière partie que figure le projet de loi de Varela.

En ce qui concerne la situation actuelle et ses causes, Varela affirme que le pays est en proie à une triple crise, économique, politique et financière, celle-ci étant la conséquence naturelle des deux autres. Cette étude suppose l'établissement d'un diagnostic sans lequel il est impossible de concevoir des solutions valables. S'agissant des remèdes à apporter, il ne laisse planer aucun doute :

"Tout est solidaire dans l'évolution de la vie de la société ; aussi est-il chimérique de penser qu'il suffit de faire des efforts dans tel ou tel sens, alors que les autres forces sociales restent inactives ou agissent dans un sens contraire, pour obtenir des transformations radicales. Sachant cela, nous ne commettrons pas l'erreur d'attribuer à l'instruction du peuple, et moins encore à un projet de loi sur l'éducation, le pouvoir mystérieux que la foi religieuse confère à l'absolution du prêtre²⁶."

Pour ce qui est des principes généraux, Varela se penche sur l'action de l'État et sur l'action locale. La centralisation administrative et l'uniformité des solutions appliquées à des situations concrètes sont à ses yeux de graves erreurs :

"L'élément démocratique, le peuple [...] n'intervient pas dans l'administration de l'école [...] Il s'ensuit que le peuple ne considère pas l'enseignement public comme son affaire²⁷."

Un bon système d'enseignement public doit faire appel à la fois à l'action de l'État et à la participation active et résolue du peuple. Mais action de l'État n'est pas synonyme d'action publique du parti au pouvoir. Au contraire, l'indépendance de l'éducation nationale par rapport au reste de l'administration publique est indispensable, "sinon, l'éducation du peuple sera tributaire des vicissitudes politiques et aura une existence intermittente, faible et malade." (27)

Varela plaide pour une politique d'État qui transcende les clivages entre partis. L'histoire, dans nos pays, témoigne du pouvoir excessif des partis :

"C'est ainsi que l'administration publique reflète toujours les aspirations du peuple de manière partielle et s'appuie exclusivement sur des factions [...] qui ne représente jamais l'ensemble de la communauté²⁹."

L'enseignement national comme le conçoit Varela doit comprendre plusieurs étapes.

Jardins d'enfants. Destinés aux enfants de trois à six ans, ils proposent des activités — jeux ou travail — adaptées à leur âge, à leur nature et à leurs centres d'intérêt. Il faut qu'ils permettent aux enfants d'assouvir leur envie de bouger ; il faut que ce soient des lieux "où ils puissent courir, se déplacer, jouer et surtout respirer de l'air pur".

Enseignement primaire. Il s'adresse aux enfants de cinq à 15 ans et a un caractère obligatoire. Il doit suivre un ordre rationnel et tenir compte de la capacité d'apprendre de l'enfant. Il est axé sur l'acquisition du savoir et l'emploi du langage, l'exercice et le développement des différentes facultés et aptitudes et l'assimilation des idées et des connaissances de nature à apporter à l'élève "les éléments nécessaires à la vie de la pensée. Le but essentiel de la culture de l'esprit est de faire acquérir les moyens d'utiliser au mieux toutes les facultés intellectuelles³⁰". Cet enseignement doit être dispensé par des personnes ayant le titre de maître, lequel comprend plusieurs niveaux.

Enseignement secondaire. L'enseignement de ce niveau, doit porter sur les connaissances dont "l'homme a le plus besoin pour satisfaire aux exigences ultérieures de la vie." A cet égard, il faut considérer

non seulement l'homme sous ses aspects intellectuel, moral et physique, mais également la société dans laquelle il vit...".

Formation des maîtres. Varela en justifie la nécessité :

"Il n'est pas possible d'organiser de bonnes écoles sans de bons maîtres et il n'est pas possible d'avoir de bons maîtres sans écoles normales. Le maître doit s'initier à la science de l'éducation : l'éducation propose des faits, et ceux-ci sont aussi nombreux et aussi intéressants que les faits de n'importe quelle autre science ; ces faits peuvent faire l'objet d'une classification et d'une organisation aussi philosophique que ceux de la chimie ou de l'astronomie.³¹ »

La définition que Varela donne des exigences scientifiques du travail du maître porte la marque du positivisme. En plus d'une formation scientifique, le maître doit acquérir l'art d'enseigner ; il faut pour cela des écoles expérimentales ou écoles d'application.

Réforme ou révolution ? Le problème de la méthode

Dès ses premiers écrits, Varela pose le problème de la méthode en tant qu'aspect majeur de toute pratique éducative ; on peut même dire qu'il le présente comme une caractéristique déterminante de la conception générale de l'éducation.

On observe néanmoins des infléchissements dans sa pensée entre ses premiers exposés, relativement généraux, et les appréciations qu'il porte pendant les dernières années, lorsqu'il lui faut pratiquement, concrètement, créer un style nouveau d'enseignement primaire pour un pays neuf en train de naître.

Dans *La Educación del Pueblo*, Varela écrit :

"On entend par méthode la manière particulière dont est développée et présentée à l'esprit la matière à enseigner. Elle est tout simplement la forme extérieure, tandis que l'instruction est la substance — mais celle-ci détermine celle-là : ainsi la méthode doit s'adapter à la conception que nous avons de l'éducation³²"

Il ne fait aucun doute que l'idée que l'on a des buts et des objectifs de l'éducation détermine le choix des méthodes ainsi que, l'importance à leur attribuer dans le processus d'enseignement et d'apprentissage. Varela ajoute à ce sujet :

"Si nous estimons que l'éducation consiste à communiquer un certain nombre de faits, à charger la mémoire, sans développer les autres facultés, nous prêterons assurément peu d'attention à la méthode, car il nous sera facile d'atteindre le résultat que nous recherchons. Par contre, si nous considérons l'éducation comme un puissant auxiliaire pour le développement d'une vie intérieure, comme une invitation à l'exercice actif et harmonieux des diverses facultés et aptitudes dont nous avons été dotés par la nature, et si nous croyons que ce développement progressif s'opère dans un ordre déterminé et conformément à certaines règles générales et invariables, la méthode que nous adopterons pour le favoriser est de la plus haute importance³³."

Le problème de la méthode est donc présenté comme étroitement lié aux caractéristiques de l'élève. Il n'existe aucune démarche ayant une validité générale pour tous les âges si l'on veut assurer le "développement de la triple nature, physique, intellectuelle et morale de l'apprenant."

Dans le droit fil des idées qui avaient cours à l'époque, Varela reconnaît l'existence de deux méthodes : la méthode analytique et la méthode synthétique. Comme :

"dans la petite enfance, et même bien au-delà, seules les facultés perceptives s'exercent, les facultés logiques ne se manifestent que beaucoup plus tard" [...]. On doit suivre avec les enfants la méthode analytique en montrant les objets et en donnant les définitions à mesure que l'on avance et, après un certain temps, l'analyse ayant débarrassé le chemin, faire intervenir la synthèse pour qu'elle réunisse, en un tout harmonieux, les éléments qui flottaient en ordre dispersé à la surface de l'esprit³⁴"

Mais, en plus des conditions liées aux caractéristiques de l'élève, il faut prendre en compte celles qui procèdent du sujet traité.

C'est dans cette optique que Varela met l'accent sur ce que l'on appelait les "leçons de choses" qui, déjà en usage sur le plan théorique dans certains milieux, ne faisaient cependant pas partie des pratiques habituelles des établissements scolaires. Ce genre d'activité impliquait en lui-même une revalorisation du monde physique par rapport aux spéculations abstraites sans lien direct ni évident avec la réalité. L'éducation intellectualiste, faisant essentiellement — voire abusivement — appel à la mémoire, a toujours eu tendance à faire peu de cas des aspects physiques de cette réalité. Pour remédier à cette situation, Varela recommande d'adopter pour ces leçons de choses une méthodologie qui tienne compte de leur finalité. Ici apparaissent clairement sa conception de l'éducation active et le respect des centres d'intérêt et des capacités des enfants : "Si cela est possible, qu'on leur permette de le prendre (l'objet), de le retourner et de le regarder sous toutes ses faces." Néanmoins il ne s'agit pas seulement de l'activité physique impliquant la manipulation de l'objet ; l'éducation, selon Varela :

"[...] doit reposer principalement sur l'exploitation des aptitudes de chaque élève à découvrir des faits nouveaux. En règle générale, on ne doit rien dire aux élèves qu'ils puissent découvrir par eux-mêmes [...]. L'enfant n'apprend bien que ce qu'il apprend par son propre effort³⁵"

Il faut de surcroît faire de cette activité un exercice de liberté intellectuelle

"en favorisant les habitudes de liberté dans l'expression, en faisant en sorte que toutes les explications possibles concernant un objet quelconque soient données, sans qu'il soit nécessaire que le maître guide les élèves par des questions, afin de les accoutumer à penser par eux-mêmes et sans que qui ce soit les dirige dans la voie que doivent suivre leurs idées³⁶."

Ces idées ne furent pas développées seulement à propos des limites et des possibilités de l'enseignement primaire. Quand Varela analyse la réalité de l'enseignement universitaire de son époque, il critique sévèrement la manière dont est menée la formation dans le domaine de la physique, de la chimie et de la zoologie "sans qu'il y ait un seul appareil ni un seul spécimen zoologique³⁷". Il considère que les sciences expérimentales sont enseignées, comme la philosophie spéculative, sur la base du texte et de l'exposé théorique : "il est facile d'imaginer quels seront les résultats de pareille méthode."

Comme si cela ne suffisait pas, l'Universidad Mayor ne prend pas en considération la situation réelle de ses étudiants et n'observe pas non plus un ordre ou une progression dans les connaissances. C'est encore une manifestation de l'indifférence à l'égard des méthodes. Dans ces conditions, les jeunes qui sortent de l'Université ont certes un diplôme mais non les connaissances correspondantes. Varela insiste sur la nécessité de connaissances et d'une méthode pour aborder le domaine scientifique :

"A mesure que les jeunes étudient les sciences mathématiques, physiques, chimiques et naturelles, ils sentent s'éveiller en eux une curiosité scrutatrice ; ils s'habituent à voir, à se former leurs propres idées, à relever les faits qu'ils observent, à les soumettre au contrôle de l'expérience et à rechercher la manière dont ces faits s'enchaînent et les lois auxquelles ils sont soumis³⁸."

C'est dans ce cadre théorique que Varela inscrit la réforme scolaire qu'il encourage fortement. Dès le début de sa réflexion, il avait senti la nécessité de présenter au pays un bilan aussi provisoire qu'il fût. Dans le rapport correspondant à la période comprise entre le 1er avril 1876 et le 1er août 1877, il note qu'ont été apportées à l'école publique des améliorations secondaires qui laissent :

"inchangée l'âme, si l'on peut dire, de l'enseignement. On a continué, selon les vieilles habitudes, de chercher uniquement à instruire en faisant appel, à cette fin, à l'exercice exclusif de la mémoire, au préjudice de toutes les autres facultés physiques et mentales de l'enfant³⁹."

Jusque-là, on peut dire que la réforme n'est qu'un projet éclairé qui prend lentement forme :

"Chaque maître, et notamment chaque vieux maître, avait un groupe de parents qui lui étaient acquis, des élèves et des assistants qui le soutenaient. Ainsi, chaque école était une sorte de forteresse où le maître était retranché ; méthodes nouvelles, idées nouvelles, transformations, réformes que l'on tentait de réaliser, tout était condamné et sombrait dans les fossés dont la tradition entourait l'école."

Pour que la nouvelle école voie le jour, il faut que l'ancienne disparaisse, l'arme suprême étant la méthode :

"Il fallait donc dissoudre la vieille école, démolir le vieil édifice, faire disparaître complètement l'ancienne organisation [...] bref, en provoquant temporairement le chaos pour supprimer la tradition et rendre facile et possible la réforme projetée⁴⁰."

En 1878, c'est-à-dire en deux ans à peine, la situation avait changé. Au début du mois de janvier 1879, les élèves et leurs maîtres se réunirent pendant quatorze jours pour évaluer leurs progrès relatifs. Dans son discours d'ouverture, Varela dit que, dans le domaine de la théorie, le doute est toujours permis ; on peut discuter :

"selon le point de vue d'où l'on envisage les choses [...]. Il n'en est pas de même lorsqu'on descend sur le terrain de la réalité pratique : les faits parlent avec une éloquence qui n'admet pas de réplique ; ils sont là, on ne peut pas ne pas les voir, ne pas les reconnaître, même s'ils contredisent nos opinions, même s'il nous semble absurde qu'ils se soient produits. Eh bien, pour notre part, nous sommes convaincus que les faits, la réalité, la pratique plaident résolument, de manière catégorique et avec éloquence en faveur de la réforme scolaire⁴¹".

Après ces journées d'évaluation publique, Varela procède à la confrontation des résultats obtenus dans les écoles où triomphent les méthodes nouvelles et dans celles où elles ne se sont pas encore affirmées :

"[...] Les différences radicales qui séparent l'ancien système du nouveau sont manifestes ; la vie, l'action, le mouvement, la joie, l'enthousiasme, l'émulation caractérisent l'école nouvelle ; l'immobilisme, l'ennui, l'aversion pour les études et le maître, la paralysie intellectuelle et morale, l'absence de toute stimulation, de toute aspiration, de tout plaisir, sont les traits caractéristiques de l'école ancienne⁴²..."

La question de la méthode, récurrente chez Varela, apparaît dès lors avec plus de clarté et de force. La réforme s'est consolidée, elle est devenue réalité ; l'état des écoles publiques, les méthodes qui y sont employées, la manière dont les programmes sont enseignés, le degré d'instruction de chaque enfant témoignent à l'évidence de ce que les nouveaux systèmes, les nouvelles méthodes ont supplanté la vieille école. A l'occasion d'une cérémonie de distribution des prix, Varela prépare un discours où il définit sa conception de la méthode en tant qu'instrument, non pas des réformes, aussi importantes soient-elles, mais bien de la révolution pédagogique :

"Modifier les systèmes généraux d'enseignement, publier de nouveaux programmes adaptés aux exigences des temps présents et de la société où nous vivons, adopter des textes qui donnent une image de la vie nouvelle au lieu de conserver les textes fossiles de l'ancienne école, modifier les méthodes à appliquer pour la transmission du savoir, c'est, sans aucun doute, réaliser des réformes d'importance non négligeable : mais tout cela renvoie à l'instruction, à des aspects relativement secondaires et change uniquement la physionomie des écoles et des peuples. Si les réformes se limitent à cela, on fera d'un peuple ignorant un peuple instruit, versé dans la connaissance de ce que d'autres sociétés et d'autres hommes ont fait autrefois ou font aujourd'hui ; mais on n'aura que très peu augmenté la capacité de produire, de créer, d'inventer. En revanche, substituer à la vieille méthode mécanique la méthode rationnelle, c'est pénétrer dans l'âme même de l'école et du peuple et chercher à transformer les habitudes, les coutumes, les idées et les aspirations de la société tout entière. La réforme peut consister et consiste à introduire de nouveaux systèmes, de nouveaux programmes, de nouveaux textes, mais la révolution est dans la méthode. La première modifie l'instruction, la seconde transforme l'éducation : l'éducation ! ce moule où se façonnent l'esprit et le cœur des nouvelles générations⁴³"

L'héritage de Varela

Les conceptions strictement pédagogiques de Varela peuvent être parfois dépassées par les progrès que la théorie, confrontée à des réalités nouvelles, a accomplis. Ce qui demeure certainement inaltérable, en revanche, c'est le cadre politico-social dans lequel s'inscrivent les problèmes de l'éducation populaire.

Le concept d'éducation publique, égalitaire et gratuite, l'idée de la laïcité, de méthode rationnelle, l'autonomie de l'enseignement font également partie du patrimoine culturel du pays.

C'est aussi depuis l'époque de Varela que nous considérons l'éducation comme un problème national qui concerne tout le monde. Depuis lors, les turbulences qui touchent le système éducatif peuvent déclencher des tempêtes sociales dans notre pays. En effet, bien qu'on ne le dise pas toujours ou qu'on n'y prête pas suffisamment attention, le destin de l'éducation nationale est indissociablement lié à la lutte pour la démocratie.

Notes

1. Hugo Rodríguez Aldabalde (Uruguay). Professeur de pédagogie et de sciences de l'éducation à l'Instituto Normal de Montevideo et Marta Demarchi Scaravino (Uruguay). Professeur de philosophie et de sciences de l'éducation à l'Instituto Normal et à l'Instituto Magisterial Superior. Responsable du Département de philosophie et d'histoire de l'éducation de la Faculté des sciences humaines et des sciences de l'éducation de l'Université de la République.
2. J.P. Varela. *La Educación del pueblo* [L'Éducation populaire]. Montevideo, Colección Clásicos Uruguayos, vol. 49, 1964.
3. J.P. Varela. Los gauchos. *La Revista Literaria*, n°13, juillet 1865, p. 207.
4. J.P. Varela. Las revoluciones [Révolutions]. *Op. cit.*, n° 14, août 1865, p. 223.
5. J.P. Varela. *Francisco Bilbao y el catolicismo* [Francisco Bilbao et le catholicisme]. *El Siglo*, 24 novembre 1866.
6. J.P. Varela. *La Iglesia católica y la Sociedad moderna* [L'Église catholique et la société moderne]. *Op. cit.*, 15 décembre 1866.
7. J.P. Varela. *Impresiones de viaje* [Impressions de voyage]. Montevideo, Ed. Liceo, 1945. Dixième lettre, p. 89-90.
8. *Ibid.*, lettre 13, p. 90.
9. *Ibid.*, lettre 13, p. 112-113.
10. J.P. Varela. *El Siglo*, 2 septembre 1868.
11. J.P. Varela. Discours prononcé le 18 septembre 1868.
12. *Ibid.*
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. J.P. Varela. *El Siglo*, 8 octobre 1868.
16. J.P. Varela. Allocution prononcée à la Société des amis de l'éducation populaire, 10 octobre 1869.
17. J.P. Varela. *La educación del pueblo*. Montevideo, Colección Clásicos Uruguayos, 1964, vol. 49, tome 1, p. 14.
18. *Ibid.*, p. 83.
19. *Ibid.*, p. 94.
20. *Ibid.*, p. 95.
21. J.P. Varela. Discours du 18 septembre 1868.
22. J.P. Varela. *La educación del pueblo*. *Op. cit.*, p. 97.
23. *Ibid.*, p. 97
24. *Ibid.*, p. 98.
25. J.P. Varela. *La legislación escolar* [La législation scolaire]. Montevideo, Colección Clásicos Uruguayos, 1964, vol. 51, tome 1, p. 10.
26. *Ibid.*, p. 164.
27. *Ibid.*, p. 177.
28. *Ibid.*, vol. 52, tome 2.
29. *Ibid.*, p. 64.

30. J.P. Varela. *La educación del pueblo*, op. cit., tome 1, p. 137.
31. *Ibid.*, tome 2, p. 130.
32. J.P. Varela. *La educación del pueblo*. Montevideo, El Siglo Ilustrado, 1910, ch. XVI, p. 122.
33. *Ibid.*, p. 122.
34. *Ibid.*, p. 123.
35. *Ibid.*, p. 131.
36. *Ibid.*, p. 132.
37. *Ibid.*, p. 367.
38. *Ibid.*, ch. XII, p. 89.
39. J.P. Varela. *Memoria 01/04 1876-01/08/1877*. Montevideo, 1877, ch. XII, p. 86.
40. *Ibid.*, ch. XV.
41. J.P. Varela. Discours du 2 janvier 1879.
42. *Ibid.*
43. *Ibid.*

Bibliographie

- Araujo, O. *Historia de la escuela uruguaya* [Histoire de l'école en Uruguay]. Montevideo, Imprenta El Siglo Ilustrado, 1911.
- Ardao, A. *Espiritualismo y positivismo en el Uruguay* [Spiritualité et positivisme en Uruguay]. Méjico, Fondo de Cultura Económica, 1950.
- . *Racionalismo y liberalismo en el Uruguay* [Rationalisme et libéralisme en Uruguay]. Montevideo, Publicaciones de la Universidad de la República, 1962.
- Barran, J.P. *Historia de la sensibilidad en el Uruguay* [Histoire de la sensibilité en Uruguay]. Montevideo, Facultad de Humanidades y Ciencias, Ed. Banda Oriental, 1990.
- Di Giorgi, D. *El impulso educacional de José Pedro Varela* [L'élan pédagogique de Varela]. Montevideo, Monteverde, 1942.
- Jesualdo. *Formación del pensamiento racionalista de José Pedro Varela* [Formation de la pensée rationaliste de José Pedro Varela]. Montevideo, Universidad de la República, 1959.
- Manacorda, T.J.V. *José Pedro Varela*. Montevideo, Impresora Uruguaya, 1948.
- Monestier, J. *El combate laico* [Le combat laïque]. Montevideo, Ed. El Galeón, 1992.
- Rama, C.J.P. *Varela sociólogo* [Varela. Le sociologue] Montevideo, Ed. Medina, 1957.

Ouvrages de Jose Pedro Varela

- La Educación del Pueblo* [L'éducation populaire]. Montevideo, Tipografía La Democracia, 1874.
- De la legislación escolar* [La législation scolaire]. Montevideo, Imprenta El Nacional, 1876.
- Memoria* [Mémoires] (1er avril 1876 — 1er août 1877).
- Memoria* (24 août 1877 — 31 décembre 1878). Montevideo, 1879.